

# Le rôle décisif de l'opinion publique américaine durant la guerre de Sept Ans

Alex Tremblay

Numéro 118, été 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/72108ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

## Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

## ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

## Citer cet article

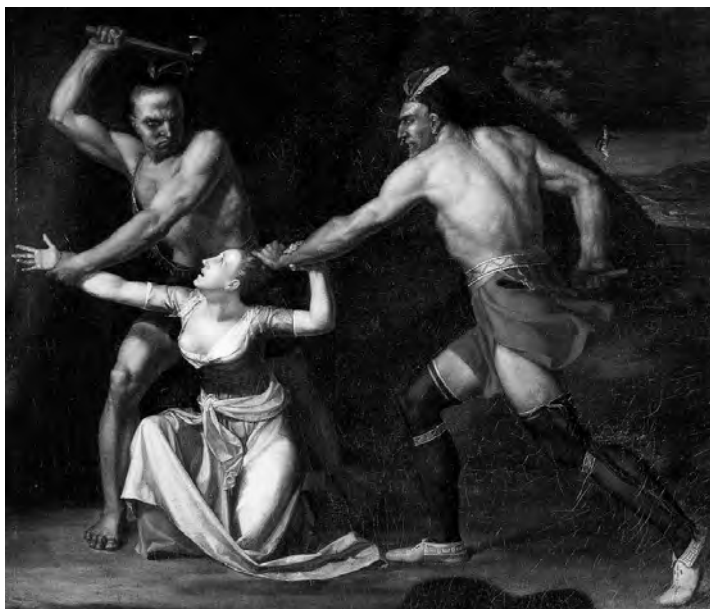
Tremblay, A. (2014). Le rôle décisif de l'opinion publique américaine durant la guerre de Sept Ans. *Cap-aux-Diamants*, (118), 32–33.

# LE RÔLE DÉCISIF DE L'OPINION PUBLIQUE AMÉRICAINE DURANT LA GUERRE DE SEPT ANS

La guerre de Sept Ans (1756-1763) a souvent été perçue comme une lutte entre monarches européens s'étendant à l'ensemble du monde. Or, si les enjeux du conflit relèvent avant tout des pouvoirs politiques impliqués, l'opinion publique contribue aussi à en façonner le cours et le dénouement. Ainsi, la priorité donnée aux opérations militaires européennes au détriment des manœuvres nord-américaines par la France est en partie le reflet du sentiment populaire alors que l'enthousiasme et le mécontentement des miliciens canadiens se traduisent tantôt par une série de mouvements spontanés contre les Anglais, tantôt par

une difficulté de recruter des forces pour défendre la colonie contre l'invasisseur. L'Angleterre, quant à elle, est loin d'être coupée des préoccupations de ses colonies. Bien au contraire, l'opinion de celles-ci galvanise l'effort de guerre et pousse la mère patrie à s'engager dans le conflit dès 1754.

En effet, les colonies américaines vivent dans une peur perpétuelle en raison du danger que représente la présence française et amérindienne pour leur épanouissement. La presse américaine, souvent par la voix de personnalités politiques influentes, dénonce et décrit régulièrement les incessantes agressions des Français et des Amérindiens. Selon l'imprimeur bostonnais Thomas Fleet, la guerre est même



L'opinion publique au sein des colonies américaines est terrifiée par les attaques amérindiennes. Certains faits divers sont rapportés avec des détails particulièrement sordides. Des exemples comme celui d'Elizabeth Hanson dont les deux enfants ont été scalpés par des Amérindiens frappent l'imaginaire collectif et demeurent dans la mémoire même après cette guerre. (John Venderlyn, *La mort de Jane McCrea*, 1804, Wadsworth Atheneum).

« *the main subject of the public attention* ». Prenant appui sur différents événements rapportés par une presse alarmiste, l'opinion publique se cristallise et en vient à réclamer des actions offensives. Alors qu'au début de la guerre on fait valoir le simple besoin de protéger les colons anglais, cette idée évolue rapidement et aboutit, après quelques années, à la volonté – présentée comme une nécessité – de soumettre les Amérindiens et de déloger les Français du continent.

Le sentiment de peur qui s'est installé à la suite de nombreux mouvements des Français dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, sous l'administration de Louis de Buade, comte de Frontenac, est maintenant exacerbé. On croit la présence française « *very*

*alarming* », « *very numerous, strongly fortified, well provided and daily increasing* », et on estime par ailleurs l'alliance franco-amérindienne « *very united, effective, unbreakable and constant* ». Face à cette perception – devenue conviction –, la réponse américaine se doit d'être, aux yeux de leaders comme Benjamin Franklin, encore plus puissante et en mesure d'écraser cette menace supposée. Il en résulte une organisation forte qui, dès 1755, se traduit par la formation de troupes de volontaires comme les Roger Rangers.

En Angleterre, la perte de Minorque, en 1756, émeut l'opinion publique. Face à un tel événement, le peu-

ple se tourne vers l'homme politique William Pitt dont on apprécie le patriotisme et le vif désir d'employer tous les moyens nécessaires pour mener l'Angleterre vers une victoire. Qui plus est, le sentiment d'humiliation surgissant après la défaite au fort William Henry, en 1757, permet aux Anglais de prendre pleinement conscience de la force de l'alliance franco-amérindienne et amène l'opinion publique à soutenir Pitt dans la poursuite de la guerre.

Dans les colonies anglaises, ce fort sentiment d'insécurité joue parfois, en revanche, un rôle insidieux, comme en témoignent certaines opérations militaires. En 1758, par exemple, la bataille de Carillon fut notamment perdue par

l'Angleterre en raison du fait que les troupes, démoralisées par la mort du commandant en second des armées, vont retarder leur marche de 24 heures, laissant ainsi le temps à l'armée française de parer à l'offensive. Par ailleurs, craignant que Louis-Joseph de Montcalm ne reçoive d'importants renforts, la précipitation du général anglais James Abercrombie à attaquer sans attendre l'arrivée de son artillerie aura les conséquences que l'on sait. Les officiers eux-mêmes ne sont donc pas à l'abri de décisions maladroites en raison de l'angoisse générale des troupes et de la pression de l'opinion publique devant une défaite.

Une fois la Nouvelle-France vaincue, les colons américains désirent garder le Canada sans quoi il leur apparaît certain que les Français vont reprendre des forces et attaquer les Américains de nouveau. Or, à Londres, plusieurs marchands désirent rendre le Canada à la France pour conser-

ver la Guadeloupe et la Martinique jugées plus rentables en raison du lucratif commerce du sucre. En outre, plusieurs jugent les colonies sucrières plus aisément contrôlables puisqu'il leur apparaît plus facile d'astreindre une population d'esclaves à l'agriculture que de contrôler une masse de colons américains de plus en plus prompts à l'indépendance. Ces derniers comptent donc une vive opposition à leurs projets au sein des élites anglaises. Toutefois, ils bénéficient de l'appui des marchands de sucre jamaïcains qui désirent conserver leur monopole sur le marché anglais et du zèle de Benjamin Franklin qui, de passage à Londres, plaide leur cause. Fort du soutien de ses concitoyens, Franklin contribue à mettre de l'avant les avantages – militaires et économiques, entre autres – de garder le Canada. Le céder signifierait un retour aux dangers qui planaient constamment sur la colonie avant la Conquête. Puis-

que l'opinion publique des marchands britanniques n'offre plus son soutien au ministre, c'est le lobby des colonies américaines et antillaises et de leurs alliés métropolitains qui prime finalement.

La guerre de Sept Ans témoigne donc du rôle grandissant de l'opinion publique et annonce une ère nouvelle où les revendications populaires ne pourront plus être ignorées aussi aisément. En ce sens, les révolutions – américaine, puis française – qui marqueront la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle constituent un prolongement de l'expression de cette opinion. Dès lors, l'Occident entre dans une marche vers un système dans lequel la légitimité de l'État passera peu à peu par l'expression des idées populaires comme en témoigneront, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, les nombreux mouvements nationaux qui prendront naissance tant au Canada qu'en Europe. ■

**Alex Tremblay**



**LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE QUÉBEC**  
(fondée en 1937)

**FIER PASSÉ OBLIGE**

- ↪ pour **RECEVOIR** régulièrement des publications de haute qualité
  - le bulletin *Québecensia*
  - le Calendrier des vues anciennes de Québec
  - la revue *Cap-aux-Diamants* (membres privilégiés)
- ↪ pour **RENCONTRER** d'autres passionnés de l'histoire
- ↪ pour **ASSISTER** gratuitement aux activités organisées par la SHQ
  - les conférences publiques
  - les expositions présentées par la Société historique
- ↪ pour **PROFITER** de notre centre de documentation
- ↪ pour **BÉNÉFICIER** d'un tarif préférentiel
  - sur le prix courant de nos publications
  - sur nos excursions et visites patrimoniales

**Communiquez avec nous ou visitez notre site Internet**

6, rue de la Vieille-Université, local 158, Québec (Québec), G1R 5X8  
 téléphone: 418-694-1020 poste 256  
 courriel: shq1@bellnet.ca  
 www.societehistoriquedequebec.qc.ca

L'entente de développement culturel soutient la diffusion de ce magazine dans les institutions d'enseignement de la région de Québec.

Entente de développement culturel

VILLE DE QUÉBEC

Culture, Communications et Condition féminine  
Québec

